

Centres de rétention : “Ouvrez les portes ! On a le droit de savoir !”

mardi 28 février 2012

Les journalistes de Reporters sans frontières demandent l'accès aux centres de rétention administrative et invitent leurs confrères européens à participer, eux aussi, à la campagne [Open Access : Ouvrez les portes ! On a le droit de savoir !](#). Cette initiative vise à réclamer le respect du droit à l'information dans ces lieux d'enfermement de migrants.

Le 27 février 2012, quatre journalistes de Reporters sans frontières ont déposé des demandes d'accès à plusieurs centres de rétention d'Ile-de-France. Cette participation à la campagne lancée par Alternatives européennes et Migreurop avec un collectif européen d'organisations de défense du droit des étrangers, vise à exiger l'ouverture de ces centres aux médias. Les journalistes de vingt pays européens sont invités à déposer des demandes d'accès dans les centres de rétention de leur région. En cas d'autorisation, les visites doivent avoir lieu entre le 26 mars et le 26 avril.

“Alors que les questions d'immigration occupent une place importante dans le débat public européen, les journalistes ne peuvent pas, aujourd'hui, travailler librement sur les centres de rétention. [Dans certains pays, comme en Espagne ou en Italie, ils sont contraints d'utiliser des stratégies de contournement pour enquêter sur cette question d'intérêt général.](#) Cette situation est indigne de pays démocratiques. Nous appelons le plus grand nombre possible de journalistes européens à rejoindre cette campagne, afin de faire prévaloir le droit à l'information”, a déclaré l'organisation.

En France aussi, Reporters sans frontières a reçu plusieurs témoignages concordants sur des refus d'accès aux centres de rétention, des difficultés à couvrir les manifestations à l'extérieur des centres ou de mauvaises conditions de visite. Linda Maziz, journaliste freelance qui a notamment effectué un reportage au centre de Mesnil-Amelot (banlieue parisienne), décrit une situation ubuesque : “Pas simple d'enquêter sur les centres de rétention. Impossible d'entrer en tant que journaliste dans ces lieux où la liberté d'information est mise à mal. En revanche, difficile d'interdire une visite à un citoyen ordinaire, ou à un journaliste ayant déposé appareil photo, carnet et stylo à l'entrée”.

Une véritable chape de plomb semble peser sur les centres de rétention en Europe comme sur d'autres continents. [Reporters sans frontières a récemment dénoncé la nouvelle réglementation australienne sur l'accès des journalistes aux centres de détention des migrants.](#)

La campagne a été lancée dans dix pays : France, Belgique, Bulgarie, Croatie, Italie, Espagne, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni. Des visites seront aussi organisées au Liban, en Tunisie et en Serbie.

Des informations sur la campagne et des kits de sensibilisation sont accessibles [ici](#). La vidéo de la campagne est accessible [ici](#).

Pour toutes informations, contacter : openaccess.euroalter.com

Informations reprises du [site de Reporters Sans Frontières](#)